

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	<i>Strazimiri</i>	Lien	21/05/2020	Mauvaises conditions de détention et traitement médical inadéquat d'un malade mental soumis à un traitement médical obligatoire ordonné par un tribunal ; détention illégale dans une institution (pénitentiaire) inadéquate sans traitement psychiatrique approprié ; absence d'examen rapide de la légalité de la détention du requérant ; absence de droit à une indemnisation.	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Chiragov et autres</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (<i>Mammadli</i>) ou pour leur engagement politique et social actif (<i>Rashad Hasanov et autres</i>) , en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Namazov</i> (groupe)	Lien	30/05/2020	Absence de garanties procédurales dans une procédure disciplinaire , ayant conduit à la radiation des requérants pour manquement à l'éthique professionnelle à la suite d'altercations verbales avec un juge.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Sargsyan</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
BELGIQUE	<i>L.B.</i> (groupe) <i>W.D.</i> (arrêt pilote)	Lien Lien	02/01/2013 06/12/2016	Problème structurel concernant la prise en charge des personnes atteintes de troubles mentaux et détenues en milieu carcéral .	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Kunić et autres</i> (groupe)	Lien	14/02/2018	Non-exécution de jugements définitifs ordonnant le paiement de prestations liées au travail.	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Kulinski et Sabev</i>	Lien	21/10/2016	Interdiction de voter frappant automatiquement et de manière indifférenciée les détenus .	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Kehayov</i> <i>Neshkov et autres</i>	Lien Lien	18/04/2005 01/06/2015	Conditions de détention dans les prisons et dans les établissements de détention provisoire et absence de recours effectif.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Nencheva et autres</i>	Lien	18/09/2013	Absence de mesure rapide et suffisante afin de prévenir le décès d'enfants placés en institution ; absence d'enquête rapide et effective sur ces décès.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Buntov</i> (groupe)	Lien	05/09/2012	Torture infligée dans une colonie correctionnelle et absence d'enquête effective sur les allégations de mauvais traitements du requérant .	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I)</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	03/07/2014 31/01/2019	Diverses violations liées à l'arrestation, détention et expulsion collective de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Khashiev et Akaieva</i> (groupe)	Lien	06/07/2005	Actions des forces de sécurité, principalement en République tchétchène (recherche des personnes portées disparues dans les affaires concernant les événements qui ont eu lieu entre 1999 et 2006).	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Navalnyy et Ofitserov</i> <i>Navalnyy</i>	Lien Lien	04/07/2016 05/03/2018	Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable et une application arbitraire du droit pénal.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Oao Neftyanaya Kompaniya Yukos</i>	Lien	08/03/2012 15/12/2014	Violations concernant les procédures fiscales et d'exécution engagées à l'encontre de la société requérante pétrolière ayant abouti à sa liquidation en 2007.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Affaires <i>Pichuqin</i> <i>Klyakhin</i> (groupe)	Lien	18/03/2013 06/06/2005	Divers problèmes concernant la détention provisoire .	Lien	Lien

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
FRANCE	<i>J.M.B et autres</i>	Lien	30/05/2020	Mauvaises conditions de détention (surpopulation) et absence de recours effectif préventif.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Merabishvili</i>	Lien	28/11/2017	Absence de décisions suffisamment motivées des juridictions nationales pour maintenir en détention provisoire le requérant, ancien Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et utilisation de la détention provisoire par le Procureur général pendant cette période pour un motif illégitime visant à faire pression sur le requérant afin qu'il fournisse des informations sur des questions sans rapport avec l'affaire pénale engagée contre lui (violations de l'article 5 § 3 et de l'article 18 combiné avec l'article 5 § 1).	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Bekir-Ousta et autres</i> (groupe)	Lien	11/01/2008	Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer des associations.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Makaratzis</i> (groupe)	Lien	20/12/2004	Recours à la force potentiellement létale et mauvais traitements par les agents des forces de l'ordre et défaut d'enquêtes effectives.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Baka</i>	Lien	23/06/2016	Absence de droit d'accès à un tribunal pour contester la cessation prématurée du mandat du requérant en tant que président de la Cour suprême, ce qui a conduit à une violation de son droit à la liberté d'expression.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Horváth et Kiss</i>	Lien	29/04/2013	Placement discriminatoire d'enfants roms dans des écoles primaires spécialisées pour enfants handicapés mentaux	Lien	Lien
IRLANDE	<i>McFarlane</i> (groupe)	Lien	10/09/2010	Absence de recours effectif au titre de la durée excessive des procédures judiciaires.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Abenavoli</i> (groupe)	Lien	02/09/1997	Durée excessive des procédures devant les juridictions administratives.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Di Sarno et autres</i>	Lien	10/04/2012	Région polluée par des déchets non collectés : incapacité prolongée des autorités italiennes à assurer la collecte, le traitement et l'élimination des déchets en région de Campanie et absence de recours à cet égard (articles 8 et 13).	Lien	Lien
LITUANIE	<i>Abu Zubaydah</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées au transfert du requérant vers et de la Lituanie , à sa détention dans une prison secrète de la CIA et au régime auquel il y a été assujéti, dans le cadre d'une opération de « remise extraordinaire » ; de ce fait, le requérant est exposé à une détention arbitraire continue et à des mauvais traitements à la base navale des États-Unis à Guantanamo Bay.	Lien	Lien
MALTE	<i>Apap Bologna</i> (groupe)	Lien	30/11/2016	Restrictions aux droits de propriété du fait de la réquisition et de l'imposition d'une relation propriétaire/locataire au propriétaire ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Levinta</i>	Lien	16/03/2009	Mauvais traitements et torture pendant la garde à vue ; enquête inefficace ; absence de recours effectif ; condamnation sur la base d'aveux obtenus sous la torture.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Al Nashiri</i> (groupe)	Lien	16/02/2015	Diverses violations liées à la détention secrète du requérant et à une opération de « remise extraordinaire » à l'encontre du requérant. De ce fait, le requérant a été exposé à un risque sérieux de subir ultérieurement des mauvais traitements et conditions de détention contraires à l'article 3 et d'être détenu au secret. Il encourt le risque de se voir infliger la peine capitale à l'issue d'un procès devant une commission militaire des États-Unis, dans lequel, d'après l'arrêt de la Cour européenne, des preuves obtenues sous la torture pourraient être utilisées.	Lien	Lien
PORTUGAL	<i>Vicente Cardoso</i> (groupe)	Lien	12/03/2013	Durée excessive des procédures civiles et administratives.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Al Nashiri</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées à la détention secrète du requérant et à une opération de « remise extraordinaire » à l'encontre du requérant. De ce fait, le requérant a été exposé à un risque sérieux de subir ultérieurement des mauvais traitements et conditions de détention contraires à l'article 3 et d'être détenu au secret et encourt le risque de se voir infliger la peine capitale à l'issue d'un procès devant une	Lien	Lien

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
				commission militaire des États-Unis, dans lequel, d'après l'arrêt de la Cour européenne, des preuves obtenues sous la torture pourraient être utilisées.		
ROUMANIE	<i>N.</i>	Lien	28/02/2018	Illégalité de l'internement psychiatrique , en tant que mesure de sûreté, et défaillances dans les procédures de contrôle juridictionnel portant sur le maintien de l'internement du requérant.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres</i>	Lien	29/03/2018	Non-exécution de décisions de justice ou de sentences arbitrales enjoignant à des sociétés contrôlées par l'État à payer diverses sommes aux sociétés requérantes.	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Bati et autres</i> (groupe) <i>Erdoğan et autres</i> (groupe) <i>Kasa et autres</i> (groupe)	Lien Lien Lien	03/09/2004 13/09/2006 20/08/2008	Mauvais traitement par la police et la gendarmerie ; actions des forces de sécurité pendant des opérations militaires et policières ; enquêtes ineffectives.	Lien	Lien Lien
TURQUIE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Kavala</i> <i>Mergen et autres</i> (groupe)	Lien Lien	11/05/2020 31/08/2016	Détention injustifiée et arbitraire des requérants sans fournir de preuves objectives, et dans le but inavoué de réduire le requérant au silence dans l'affaire Kavala.	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Oya Ataman</i> (groupe)	Lien	05/03/2007	Violation du droit à la liberté de réunion , mauvais traitement des requérants en raison de la force excessive utilisée pendant des manifestations.	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i>	Lien	22/12/2020	Détention injustifiée du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Xenides-Arestis</i> (groupe)	Lien Lien (satisfaction équitable)	22/03/2006 23/05/2007	Refus continu opposé aux requérants d'accéder à leurs biens situés dans la partie nord de Chypre.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Merit</i> (groupe) <i>Svetlana Naumenko</i> (groupe)	Lien Lien	30/03/2005 30/06/2004	Durée excessive des procédures pénales et civiles et absence de recours effectif.	Lien Lien	Lien
UKRAINE	<i>Oleksandr Volkov</i> (groupe)	Lien	27/05/2013	Diverses violations liées à l'indépendance et l'impartialité du judiciaire ; procédure disciplinaire inéquitable contre un juge.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Petukhov (n° 2)</i>	Lien	09/09/2019	Peine d'emprisonnement à perpétuité incompressible et absence de soins médicaux appropriés en détention.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Yuriy Nikolayevich Ivanov</i> <i>Zhovner</i> (groupe) <i>Burmych et autres</i>	Lien Lien Lien	15/01/2010 29/09/2004 12/10/2017	Non-exécution de décisions judiciaires internes contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien	Lien